

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois 10 f.
Six mois 19
Un an 37

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT : J. BENOIST

Le Nord de la France

Trois mois 10 f.
Six mois 19
Un an 37

ANNONCES : 15 centimes la ligne

RÉCLAMES : 25 centimes

On traite à forfait

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ÉLECTIONS DU 2 JUILLET

à l'Assemblée nationale.

DÉPARTEMENT DU NORD

CANDIDATS DU COMITÉ NATIONAL :

M. de NÉDONCHEL

Propriétaire, agriculteur, maire de Jolimetz, près de Quesnoy.

M. Alfred DUPONT

Avocat à Douai ancien bâtonnier, président de la Société d'agriculture, sciences et arts

Electeurs,

La triple candidature du général Faidherbe, dans le Nord, le Pas-de-Calais, et la Somme, a un caractère de manifestation politique que son comité essaie inutilement de lui ôter.

Personne de vous n'en sera dupe. Vous le savez : ce n'est pas seulement — quoi qu'en disent les affiches et les bulletins — un général qui se présente à vos suffrages ; pas plus que pour M. Testelin ce n'est seulement un docteur, — quoi qu'en disent les mêmes affiches et les mêmes bulletins.

A ces simples mots : le docteur Testelin, il faut ajouter : ami et ancien commissaire de Gambetta, dont il a fait l'éloge public en mainte circonstance ; — à ces simples mots ; le général Faidherbe, il faut ajouter aussi : admirateur de Gambetta, dont il a fait l'éloge enthousiaste de son projet de réorganisation de l'armée.

Les candidatures de MM. Testelin et Faidherbe sont des candidatures Gambetta au premier chef.

Electeurs,

Au scrutin du 8 février, vous avez voté contre la République Gambetta, contre la République à outrance, contre la République de dictature. C'est encore contre le même homme et ses amis qu'il faut voter le 2 juillet.

Gambetta reparait sur la scène politique. L'ancien rebelle de Bordeaux, qui refusait obéissance au gouvernement de Paris dont il n'était pas le délégué, le principal chef de cette politique de fous furieux que M. Thiers a, récemment encore, condamnée du haut de la tribune, l'ancien rebelle de Bordeaux vient de poser sa candidature à Paris, de lever drapeau contre drapeau sur les ruines encore fumantes des monuments détruits par les insurgés auxquels il a donné le premier l'exemple de la révolte.

A la rigueur, peut-être, il désavouera la Commune ; comme ses amis de province — qui inventaient ces ligues, ces Unions de prétendue conciliation, ces Adresses illégales et cette Assemblée centrale de délégués municipaux opposée à l'Assemblée nationale, si justement condamnée aussi par M. Thiers, — il dira qu'il en blâme les excès, mais, au fond, il ne pourra en condamner le principe. Loin de là, ce principe est le sien : la République à outrance.

Electeurs,

Dans nos départements, comme à Paris, la question qui est de nouveau posée, est celle-ci : « Êtes-vous pour ou contre la Révolution ? »

La main sur la conscience, répondez ! Cette journée du 2 juillet, qui va donner au pays cent quinze nouveaux députés, peut décider de notre salut ou de notre ruine.

Il faut être avec la majorité de l'Assemblée nationale qui a sauvé la France, ou faire cause commune avec les adversaires de cette même majorité.

Electeurs,

Votez, comme au 8 février, pour les candidats que vous présente le Comité national ; votez pour MM. de Nédonchel et Dupont, que la députation du Nord sera heureuse de recevoir dans ses rangs.

Votez contre MM. Faidherbe et Testelin, dont la place serait marquée à côté de Gambetta.

Votez, et engagez à voter.

Pas de division ! Pas d'abstention !

[UN ÉLECTEUR.]

BULLETIN QUOTIDIEN

Le Comité républicain de Paris n'a pu arriver à une entente à l'égard des élections, et, au lieu d'une seule liste, qui aurait été appuyée par toute la presse républicaine, il y a maintenant plusieurs listes de publiées. La liste du comité de la rue Saint-Martin contient les noms de MM. Breslay, Challamel-Lacour, Corbon, Hérisson, Laurent Pichal, Nadaud, Schérer, Kostner et Ténat, dont l'élection paraît presque certaine. Huit de ces candidats sont aussi proposés par le comité de la rue Turbigo.

Les vingt et un candidats appuyés par les dix-neuf journaux qui forment l'Union de la Presse parisienne, sont MM. Alfred André, de Cisse, Desnoy, Drouin, Dietz-Monnin, de Flavigny, d'Haussonville, Krantz, Louvet, Laboulaye, Leberquier, Moreau, Morin, de Placuc, Pierrard, Pérolet, de Pressensé, Sebort Wolwski et monseigneur Freppel.

Une députation de l'Union de la presse parisienne s'est présentée, hier, chez le maréchal de Mac-Mahon, pour l'engager à se présenter comme candidat à Paris ; mais le maréchal a répondu qu'il était décidé à n'accepter aucune candidature.

A la date d'hier, il y avait déjà 184 candidats qui se disputaient la représentation de la Seine.

A la revue, qui a enfin eu lieu hier, à Paris, M. Thiers a distribué plus de mille décorations de la Légion d'Honneur et mille médailles militaires.

Les arrestations continuent toujours à Paris parmi le peuple, mais la plupart des chefs insurgés restent introuvables.

Les débats de l'affaire Rochefort doivent commencer lundi.

Le conseil de guerre de Marseille, assemblée pour juger les insurgés communistes, a condamné Crémieux et Etienne Pélissier à mort ; Duclos, Martin, Naxtorf, Breton et Chachuat à la transportation ; Noir à dix ans de travaux forcés, et Bauche à cinq ans de la même peine. Eberard a été condamné à dix ans de prison ; Ducoin, Bouchet, Sorbier, Matheron, Génétiaux et Hermet ont été acquittés.

Dépêches Télégraphiques

Service particulier du journal de Roubaix

Paris, 30 juin 1871.

« Le Journal officiel dit : « Hier, nous demandions à l'emprunt deux milliards ; il nous en a donné cinq. »

« Aujourd'hui, nous montrons à l'Europe une armée de cent mille hommes, pleine de vaillance, admirablement commandée, qui vient de sauver la civilisation. »

« La France, déshabituée du bonheur après tant de désastres, accumulés par les fautes de l'empire, commence à se reconnaître et à se sentir. »

Breslau, 28 juin.

Depuis plusieurs jours, il y a, à Koenigshtütte, des troubles parmi la classe ouvrière.

Hier, on a détruit l'habitation du directeur des mines et la prison de la ville. On a tenté de piller principalement les juifs.

Le soir, il est arrivé des uhlans qui vidèrent la place ; il y a eu 7 tués et 20 blessés, 60 personnes ont été arrêtées.

Le premier président est arrivé et l'état de siège a été proclamé.

Londres, 29 juin. L'empereur et l'impératrice du Brésil étaient, hier, à Rouen. Ils doivent partir aujourd'hui pour l'Angleterre. Le prince de Joinville s'est trouvé avec eux.

Florence, 28 juin.

Le Sénat a approuvé les mesures de sûreté publique, le traité de commerce avec l'Amérique et l'unification de la dette pontificale. MM. Vigliani et Casati ont adressé des remerciements à la ville de Florence.

Cette dernière séance a été levée aux cris de : Vive le roi ! vive l'Italie !

Shanghai, 28 juin.

Officiel. — Les Américains ont remporté une victoire dans l'île de Corée. La forteresse a été prise et détruite, après une défense désespérée. 500 hommes ont été tués.

Les Américains ont perdu un officier et deux hommes. Sept sont blessés.

Electeurs, il faut voter !

Les élections complémentaires du 2 juillet auront une importance capitale. Il est indispensable que tous les électeurs prennent part au vote ; il est de leur devoir de soutenir énergiquement les candidats qu'ils ont choisis.

Au 8 février, le parti conservateur, c'est-à-dire le parti des hommes d'ordre a triomphé. On a repoussé à une grande majorité la révolution qui, sous le nom de République, prétendait s'imposer à la France.

De bien tristes événements se sont accomplis depuis le 8 février, et cependant, on peut dire, qu'au point de vue particulier qui nous occupe, la situation n'a pas changé. Aujourd'hui comme alors la question est posée entre les conservateurs et les révolutionnaires. Nous avons encore à choisir entre les amis de Gambetta et les partisans de l'ordre et de la liberté.

Bien entendu, nous n'appelons pas Révolutionnaire quiconque est ami de Gambetta, et cependant nous nous demandons de cet homme quel qu'il soit. S'il n'a pas pris parti contre la révolution quand l'ordre était compromis, s'il n'a pas flétri, comme ils devaient l'être, les voleurs, les assassins, les incendiaires qui composaient la Commune, il n'est assez suspect, pour que je l'écarte du scrutin. A l'heure présente, tout homme qui brigue une fonction publique doit dire nettement ce qu'il espère ; il ne doit pas permettre qu'un parti s'empare de sa personne ou de son nom pour rallier à lui certains électeurs ignorants de ce qu'est cette personne, de ce que veut dire ce nom.

Il faut à notre candidat des principes certains et connus, une profession de foi politique et religieuse, une ligne de conduite toute tracée. Sa position étant ainsi nettement définie, nous appuierons ce candidat, si ses principes sont les nôtres ; nous nous ferons un devoir de lui donner notre voix.

Dieu sait si, depuis quelque temps, nous avons été saturés de vote. Les élections municipales ont prouvé que beaucoup en étaient fatigués, les abstentions ont été considérables.

Prenez-y garde ! car c'est à la faveur de ces abstentions que nos adversaires gagnent ces prétendus succès dont ils savent si bien tirer vanité.

Tous sans exception nous devons nous rendre au scrutin. Il le faut ! C'est un devoir !

Rappelons-nous que si la Commune a pu s'établir à Paris, c'est par suite de l'inertie des hommes d'ordre ; et quand un jour, effrayés des progrès du mal, on a voulu l'arrêter, il était trop tard et l'on ne trouvait que dans la fuite, un abri contre la révolution.

Le mal a toujours existé, il existera toujours ; toujours aussi nous devons être prêts à le combattre. Or, l'abstention est un remède pire que le mal et dans les circonstances présentes, elle aurait les caractères d'une coupable complicité.

Nos adversaires s'agitent constamment, le génie du mal est infatigable, et si nous négligeons de le combattre dans la mesure de nos moyens, nous affaiblirons notre parti auquel nous ne donnons pas notre voix, nous encourageons notre ennemi en ne le condamnant pas.

S'il nous en coûte quelque peu, électeurs, n'hésitons pas à nous combattre pour notre foi, pour notre patrie, pour notre famille.

E. D.

Nous lisons dans le Pilote de la Somme, journal d'Abbeville :

« Nous sommes heureux d'apprendre à nos concitoyens, que si le général Faidherbe est nommé à la fois par plusieurs départements, il opérera pour le département de la Somme et représentera à l'Assemblée nationale l'arrondissement d'Abbeville. »

Si le général s'est engagé à opter pour la Somme, on prend donc les électeurs du Nord pour des niais ?

LA TRIPLE CANDIDATURE DE M. FAIDHERBE

M. Faidherbe se présente aux suffrages des électeurs de trois départements, le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme. Quels motifs ont déterminé le général à accepter une triple candidature ?

Recherche-t-il une satisfaction d'amour-propre ?

N'est-il pas un instrument dont se sert le parti révolutionnaire ?

Les républicains jouissent dans nos départements d'une absolue impopularité. Leurs personnalités sont discréditées. Leurs rengaines sont usées. On sait le cas qu'il faut faire de leurs déclarations les plus pompeuses. On ne croit plus aux fallacieuses promesses de ces pantins politiques qui sont démocrates la veille et dictateurs le lendemain, qui se donnent de grands airs de libéralisme le jour où il s'agit de capter les suffrages des électeurs, mais qui deviennent de véritables despotes du moment où ils se sont violemment emparés du pouvoir.

Les chefs du parti savent combien l'opinion publique leur est hostile. Ils ont conscience de leur impuissance électorale. Le scrutin du 8 février leur a donné une dure leçon. Le suffrage universel les a, ce jour-là, singulièrement malmenés, et ils ont encore la joue toute rouge du soufflet que leur a appliqué la main du peuple.

Aussi essaient-ils aujourd'hui de se dissimuler ; ils se couvrent du nom du général Faidherbe.

On espère une triple élection.

Le général opérera pour l'un des trois départements, la Somme apparemment.

Les deux autres seraient appelés à voter à nouveau.

Et quelque médecin Lillois, quelque avocat Artésien tenterait de passer par la porte que le général aurait enfoncé. Mais la manœuvre ne réussira pas. Elle ne réussira pas parce que nos populations sont trop intelligentes pour se laisser prendre à un piège si grossier. Déjà elles s'aperçoivent qu'on voudrait les dupes. Elles admirent Faidherbe général. Elles ne voteront pas pour Faidherbe citoyen. Elles se refuseront obstinément à envoyer à la Chambre, Faidherbe le républicain, Faidherbe, l'ami de Testelin, Faidherbe le candidat du Progrès du Nord, Faidherbe devenu dans trois départements l'instrument du parti de la révolution et du désordre.

(Petit Journal du Nord)

Les élections dans la Somme.

Les journaux d'Amiens publient le compte-rendu d'une assemblée électorale qui s'est tenue dans cette ville le 23 de ce mois.

Le président, M. de Gestas, a ouvert la séance par un discours dans lequel il a exposé les diverses candidatures qui se sont produites dans la Somme, en recherchant quelles étaient celles qui pouvaient être adoptées par les amis d'un ordre de choses stable et régulier.

Il a naturellement commencé par celle de M. Faidherbe, élu en février dernier, et démissionnaire, malgré les instances faites près de lui. M. de Gestas a exposé que si le général était élu dans les trois départements où il se portait, il opérerait évidemment pour celui du Nord, auquel le rattachent sa naissance, sa famille, toutes ses affections, tous ses intérêts, et que les électeurs de la Somme et du Pas-de-Calais seraient, par là même, exposés à voir leur représentation incomplète, où à être appelés très-prochainement à voter pour la troisième fois.

Quant aux opinions du général Faidherbe, le comité libéral a cru devoir l'interroger sur ce point. Il lui a adressé une lettre dont voici la partie saillante : Amiens, 19 juin 1871.

« Monsieur le général, « Un nouveau journal, fondé à Amiens, par le parti extrême républicain, intitulé La

Somme, pose en ce moment votre candidature dans notre département et la place sous le patronage du groupe républicain ultra qu'il représente.

« Nous venons vous demander si vous acceptez en effet ce patronage exclusif, et si vous rejetez aujourd'hui le programme du Comité libéral de la Somme, dans lequel toutes les nuances du parti de l'ordre sont représentées : Républicains, orientés et légitimistes, programme que vous nous aviez, du reste, déclaré à Arras, le 12 février dernier, accepter en son entier. »

« Posez-vous votre candidature comme républicain libéral constitutionnel, titre sous lequel nous vous avons admis sur notre liste de fusion, ou bien, au contraire, comme républicain radical et à titre de manifestation dans les trois départements du Nord contre le gouvernement, par suite de votre mise à disposition, ainsi que le font entendre certains amis du journal la Somme ? »

« Dans le cas où vous seriez nommé dans notre département en même temps que dans ceux du Nord et du Pas-de-Calais, pour lequel des trois opteriez-vous ? »

Voici la réponse du général, si l'on peut, dit M. de Gestas, appeler sa lettre une réponse :

Lille, 20 juin 1871.

« Monsieur, « En réponse à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire et aux questions que vous m'y adressez, je vous dirai que je ne connais guère la classification des nombreuses opinions qui, malheureusement, se partagent notre pays. »

« Le comité républicain d'Amiens m'a offert une candidature que j'ai acceptée sur les instances de plusieurs personnes dans le caractère et les principes desquelles j'ai confiance. »

« Je ne sollicite les suffrages de personne, et ne fais aucune profession de foi ; je ne vous en suis pas moins reconnaissant de la preuve d'estime que vous m'avez donnée aux dernières élections, et vous prie d'agréer, etc. »

« Signé : Général FAIDHERBE. »

Le président examine ensuite les titres des autres candidats, puis l'Assemblée, après une délibération approfondie, décide à l'unanimité que la candidature du général Faidherbe ne sera point soutenue par le Comité libéral ;

2° Que le Comité proposera aux électeurs de la Somme, comme candidats de l'ordre et de la paix publique, MM. le général Porion et J. Vayson, manufacturier.

On le voit donc, dans la Somme, de même que dans le Pas-de-Calais et dans le Nord, la candidature du général Faidherbe est repoussée par les hommes d'ordre et de conservation, et soutenue par le groupe des « républicains ultras » selon l'expression du comité d'Amiens.

Le général Faidherbe et ses opinions politiques.

On lit dans les Mémoires de la Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille, année 1870, 3^e série, 3^e volume. — Paris, Didron, et Lille, Quarré, 1871, page 386, les lignes suivantes :

« La race blonde du Nord.... cette « race qu'on ne pensait avoir commencé « à jouer un jour un rôle important que « lorsqu'elle se heurta contre Rome et « la Grèce, avait commencé bien plus tôt « à porter dans la balance des destinées « du monde le poids de son audace « guerrière, de ses farouches vertus et « de ses instincts élevés en ce qui concerne la famille ; c'est elle qui, encore « sauvage, détruisit l'autonomie de l'Égypte, dont la civilisation était devenue « caduque et impuissante, et donna à « ce pays une dynastie qui fit et tenta de « très grandes choses, entre autres, d'établir la communication de la Méditerranée et de la mer Rouge, œuvre grandiose qui devait, 2,500 ans plus tard, « faire honneur à la France et immortaliser L'EMPEREUR NAPOLEON III... »

Comment comprendre ce que le général dit de l'Empire et des bonapartistes dans sa lettre à M. Lenglet ?

Quand M. Faidherbe croyait Napoléon III immortel, il n'était pas son ennemi.

On pouvait croire alors à sa reconnaissance pour un des avancements, ou peut-être, pour l'avancement le plus rapide qui ait jamais été vu dans l'armée, et que légitimaient, sans doute, les services du général.

On dit même, qu'à cette époque, M. Faidherbe n'a pas dédaigné de correspondre avec certains membres de la famille impériale.

Que les temps sont changés !

Autre problème Dans plusieurs endroits du même volume (collection complète des inscriptions Numidiques, p. 361 à 424), M. Faidherbe fait avec ardeur et conviction l'éloge des Egyptologues et de la science créée par Champollion, dont MM. Mariette et de Rougé se déclarent les élèves.